



Alerte info : sarkozy placé en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur le financement libyen de sa campagne de 2007 –: l'ex-ministre de l'intérieur hortefeux entendu en audition libre !!!

Séisme politico-judiciaire à Paris :

Nicolas Sarkozy placé en garde à vue ce 20 Mars, au parquet financier de Nanterre, dans le cadre de l'enquête sur le financement libyen de sa campagne de 2007 !

"C'est la première fois que M. Sarkozy est entendu à ce sujet depuis l'ouverture d'une information judiciaire, en avril 2013", précise "Le Monde". Nicolas Sarkozy a été placé en garde à vue, mardi 20 mars, dans le cadre de l'enquête sur les soupçons de financement libyen de la campagne en 2007 de l'ancien président de la République, a annoncé une source policière à France 2. Il est entendu "pour la première fois", comme le précise Le Monde, dans cette enquête, par les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI) à Nanterre, près de Paris.

Un document révélé par le site Mediapart en avril 2012 est à l'origine de ces soupçons de financement libyen. Il s'agit d'une note officielle émanant des services secrets libyens datée de décembre 2006. Ce document évoque "un accord de principe" pour le versement par la Libye, alors gouvernée par le colonel Kadhafi, d'une somme de 50 millions d'euros pour soutenir la

campagne de Nicolas Sarkozy.

SOUPÇONS DE FINANCEMENT LIBYEN DE LA CAMPAGNE DE SARKOZY : L'EX-MINISTRE DE L'INTÉRIEUR BRICE HORTEFEUX ENTENDU EN AUDITION LIBRE

L'ancien ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux est entendu ce mardi 20 mars au matin en audition libre dans le cadre de l'enquête sur les soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, a appris franceinfo de source proche de l'enquête. L'ancien président a lui été placé en garde à vue, a indiqué une source policière à France 2, confirmant une information de Mediapart et du Monde.

Première audition pour Nicolas Sarkozy. L'ancien chef de l'Etat est entendu pour la première fois dans cette enquête, par les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI), à Nanterre (Hauts-de-Seine). Son ancien ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, est lui aussi interrogé par les enquêteurs de la police judiciaire de Nanterre dans le cadre d'une audition libre.

LES ELEMENTS A CHARGE

Une note à l'origine des soupçons. Un document révélé par le site Mediapart en avril 2012 est à l'origine des soupçons, comme nous vous l'expliquons dans cette vidéo. Il s'agit d'une note officielle émanant des services secrets libyens datée de décembre 2006. Elle évoque "un accord de principe" pour le versement par la Libye, alors gouvernée par le colonel Kadhafi, d'une somme de 50 millions d'euros pour soutenir la campagne de Nicolas Sarkozy.

Une vaste enquête. L'enquête porte sur des chefs de corruption active et passive, trafic d'influence, faux et usage de faux, abus de biens sociaux et blanchiment, complicité et recel de ces infractions.

Nicolas Sarkozy, qui a quitté le pouvoir en mai 2012, a toujours formellement démenti les faits allégués notamment par un autre homme de réseaux, le franco-libanais Ziad Takieddine.

LM/ ELAC WEBSITE/
THE JAMAHIRIAN RESISTANCE NETWORK
